



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cahier des clauses administratives particulières
commun aux deux lots**

**Maintenance des bâtiments des ministères de l'Aménagement du territoire
et de la Transition écologique
(Grand Arche Sud et Tour Séquoïa) et à Nanterre**

Procédure : SG-SAD3-020-24

Table des matières

1 - IDENTIFICATION	4
2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
3 - ALLOTISSEMENT	4
4 - FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
6 - LIEU D'EXECUTION	6
7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
8 - MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
9.1 - Représentation des parties	7
9.1.1 - Représentation de l'acheteur	7
9.1.2 - Représentation du titulaire	7
9.2 - Conditions d'exécution	8
9.2.1 - Coordination Générale	8
9.2.2 - Prise en charge des installations	8
9.2.3 - Informations générales sur le fonctionnement des bâtiments	9
9.2.4 - Modalités de permanence concernant le lot 1	9
9.2.5 - Modification des horaires de présence sur site	10
9.2.6 - Astreinte	10
9.2.7 - Délais d'intervention	10
9.2.8 - Détail des prestations	11
9.2.9 - Début des prestations et délais d'exécution	11
9.2.10 - Emission et exécution des bons de commande	11
9.2.11 - Durée d'exécution des bons de commande	12
9.2.12 - Modification ou annulation d'un bon de commande	12
9.2.13 - Modalités de livraison des pièces détachées	12
9.2.14 - Modification des prestations en cours d'exécution	13
9.3 - Obligations du titulaire	13
9.3.1 - Obligations générales	13
9.3.2 - Obligations de moyens et résultat	14
9.3.3 - Mesures de sécurité	15
9.3 Responsabilité du titulaire en matière d'accès des personnels aux installations	17
9.4 Clause d'insertion par l'activité économique	17
9.5 Considérations environnementales	21
9.6 Constatation de l'exécution des prestations	21
9.6.1 Opérations de vérification	21
9.6.2 Décision après vérification	21
9.7 Pénalités	21
9.7.1 Généralités	21
9.7.2 Seuil d'exonération des pénalités	22
9.7.3 Pénalités liées à l'exécution des prestations	22
9.7.3.1 Maintenance et travaux	22
9.7.3.2 Personnel	23
9.7.3.3 Moyens matériels	24
9.7.3.4 Délais d'intervention et de réparation, disponibilité des ouvrages	24

9.7.3.5	Paramètres d'exploitation des installations techniques	25
9.7.3.6	Consignes	26
9.7.3.7	Documentation	27
9.7.4	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique 28	
9.8	Régime financier.....	28
9.8.1	Prix.....	28
9.8.2	Révision des prix.....	29
9.8.3	Règlement du prix des pièces nouvelles ou des prestations nouvelles	31
9.8.3.1	– Notion de « prix nouveau »	31
9.8.3.2	– Obligation de mise à jour du BPU à la charge du titulaire	31
9.8.3.3	– Règlement du prix des pièces et prestations nouvelles	32
9.8.4	Répartition des paiements.....	32
9.8.5	Modalités de paiement - acomptes	32
9.8.6	Délai global de paiement	33
9.8.7	Intérêts moratoires.....	33
9.9	Modalités financières.....	33
9.9.1	- Décomptes et acomptes trimestriels	33
9.9.2	Facturation	34
9.9.3	Envoi des factures dématérialisées	34
9.9.4	Paieement des sous-traitants	35
9.9.5	Monnaie et taux de TVA.....	35
9.10	- Dispositions diverses.....	35
9.10.1	Langue.....	35
9.10.2	Sous-traitance	35
9.10.3	Garanties	37
9.10.4	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	38
9.10.5	Assurances.....	40
9.10.6	Autres obligations administratives.....	40
9.10.7	Différends.....	42
9.10.8	Litiges et contentieux	43
10	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	43

1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par :

Pouvoir adjudicateur

L'État, ci-après « l'acheteur »,

Représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique

Secrétariat général

Direction des affaires financières

Service des achats et du soutien

Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)

Arche Paroi Sud

92055 LA DEFENSE CEDEX

Le représentant opérationnel de l'acheteur est le chef du département de l'immobilier opérationnel (SETI3).

2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la maintenance des bâtiments des Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique situés à la Défense (Grand Arche Sud et Tour Séquoïa) et à Nanterre.

3 - Allotissement

Le présent marché est composé de 2 lots qui sont les suivants :

N°	Intitulés lots séparés
Lot 1	Maintenance et exploitation multi-techniques
Lot 2	Maintenance de la détection et de la fermeture incendie

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Le présent marché porte sur des prestations de maintenance multi-technique, qui sont les

suivantes :

- Suivant les équipements techniques, prestations de niveau 3 à 4, relevant de la norme NF X60-000.
- En complément, autres prestations de maintenance allant jusqu'au niveau 5 possibles en supplément, sur demande de l'acheteur.

4 - Forme de l'accord-cadre

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire.

Il est conclu selon les modalités suivantes :

Lots	Intitulés lots séparés	Minimum	Maximum
Lot 1	Maintenance et exploitation multi-techniques	1.600.000 € TTC	16 000 000 € TTC
Lot 2	Maintenance de la détection et de la fermeture incendie	140.000 € TTC	3 000 000 € TTC

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

5 - Durée de l'accord-cadre

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

Nu-méro de lot	Durée du marché public
1	48 mois fermes
2	48 mois fermes

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

6 - Lieu d'exécution

Les prestations du marché ont lieu entre autres dans les locaux des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique (ci-après, « les ministères ») situés :

- à la Défense (Grande Arche Sud et Tour Séquoïa) et plot I ;
- à Nanterre, au 150 rue de Bezons.

La location et la désignation précises des lieux sont mentionnées dans les CCTP de chaque lot.

7 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) de chaque lot et ses annexes (bordereau des prix, décomposition des prix de maintenance, taux horaires et coefficient) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixant les dispositions administratives commun aux deux lots ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot, fixant les dispositions techniques le concernant, et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Cette liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS. Son ordre vaut ordre de priorité des pièces contractuelles en cas de contradiction dans le contenu de ses pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification de chaque lot ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE) correspondant.

8 - Marché de prestations similaires

L'acheteur peut, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, passer avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui ont été confiées dans le précédent marché.

9 - Modalités d'exécution des prestations

9.1 - Représentation des parties

9.1.1 - Représentation de l'acheteur

Le représentant opérationnel de l'acheteur est le chef de département SETI3.

9.1.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Les prestations sont exécutées sous la responsabilité de l'intervenant ou du représentant désigné par le(s) titulaire(s) des lots. Ce(s) dernier(s) est/sont tenu(s) de notifier immédiatement au maître d'ouvrage (MOA) et aux personnes responsables du projet les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ;
- au capital social de l'entreprise ;
- à la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou plusieurs branches d'activité de l'entreprise ou de cession d'actifs, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Si l'intervenant ou le représentant désigné par le titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire de chaque lot doit en aviser immédiatement l'acheteur par tout moyen permettant d'attester de façon certaine sa date de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'acheteur se réserve le droit de récuser l'intervenant proposé par le titulaire de chaque lot, dans la mesure où les résultats attendus ne répondraient pas au cahier des charges. À compter de cette date, le titulaire de chaque lot est tenu de proposer un nouvel intervenant dans un délai de 5 jours.

Si le nouvel intervenant n'obtient pas l'agrément de l'acheteur, celle-ci se réserve le droit d'arrêter le marché à l'issue de la phase correspondante, sans indemnité.

9.2 - Conditions d'exécution

9.2.1 - Coordination Générale

9.2.1.1 – Réunion de coordination

Dans la semaine suivant la notification du marché, une réunion de coordination a lieu dans les locaux de l'Acheteur (le lieu et la date sont précisés par elle). Participent à cette réunion les représentants du titulaire de chaque lot (le chargé d'affaires et le responsable de site) ainsi que de l'acheteur.

9.2.1.2 – Période préparatoire

Avant le démarrage opérationnel des prestations, le titulaire de chaque lot présente la constitution de son équipe à l'agrément de l'acheteur. Cette période préparatoire a pour objet de permettre auxdits titulaires de prendre les dispositions nécessaires afin de faciliter la mise en place des structures administratives, la prise en charge des installations techniques et des ouvrages.

Cette période doit ainsi lui permettre de, notamment :

- S'imprégner du fonctionnement des installations,
- Prendre connaissance de toute la documentation,
- Constituer ses propres outils de travail,
- Préparer les outils d'organisation et de gestion de la maintenance (compte-rendu types, rapports types),
- Identifier les formations nécessaires au personnel dont il a la responsabilité,
- Analyser la constitution des stocks,
- Préparer la base des données de la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO),
- Constituer sa base documentaire.

À cet effet, durant cette période, le titulaire de chaque lot complète son équipe avec des spécialistes chargés de la mise en place des méthodes et du plan de qualité du titulaire, de la GMAO, du recensement de la documentation et des formations nécessaires, de l'établissement du stock, etc.

Durant cette période, le titulaire n'a aucunement la possibilité d'intervenir sur les installations dont il n'a pas encore la charge et qui restent sous la responsabilité de l'acheteur et des entreprises en place.

9.2.2 - Prise en charge des installations

Conformément à l'article 1 du CCTP du lot 1, le respect de la norme NF X60-000 s'impose au

titulaire pour :

- L'ensemble des prestations de maintenance des installations des bâtiments des ministères situés à la Défense et à Nanterre qui y sont mentionnés, quel que soit le niveau des prestations ;
- La fourniture des pièces détachées nécessaires à ces prestations.

Lors de la prise en charge des installations, le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des installations.

A cet effet, il est procédé, au début de l'exécution du présent marché et, deux mois avant son expiration, à un état des lieux contradictoire sous forme d'audit portant sur l'ensemble des installations, en présence des représentants de l'acheteur et du titulaire.

L'état des lieux établi à la fin du marché mentionne les réserves éventuelles qui pourraient avoir été entraînées par les manquements du titulaire aux obligations lui incombant au titre dudit marché.

Le titulaire est tenu de procéder aux travaux de remise en état rendus nécessaires par sa carence dans le respect des délais fixés d'un commun accord avec l'Acheteur. En cas de non-respect de ces délais, l'acheteur peut, après mise en demeure, prendre toutes mesures utiles pour en assurer la remise en état, aux frais du titulaire, en opérant notamment des retenues sur le solde du prix.

9.2.3 - Informations générales sur le fonctionnement des bâtiments

9.2.3.1 – Heures habituelles d'ouverture des locaux de l'acheteur (heures ouvrées)

Le titulaire de chaque lot veille à ce que l'ensemble des prestations qui lui est confié concourt à l'obtention des conditions normales d'utilisation des locaux de l'Acheteur pendant les horaires d'ouverture qui lui sont communiqués.

Les locaux sont en service tous les jours ouvrés de **07h00 à 20h00**.

De plus, avec un préavis d'au moins 48 heures ouvrées, l'acheteur peut demander au titulaire de faire fonctionner les installations les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés, dans les locaux qui lui sont indiqués.

9.2.4 - Modalités de permanence concernant le lot 1

Le titulaire assure une présence minimale de 7h00 à 18h00 tous les jours, en dehors des week-ends et jours fériés. Cette présence est assurée par du personnel œuvrant, à raison de 2 agents dans l'Arche et de 2 agents dans la Tour Séquoïa minimum en sus du chef de site.

9.2.5 - Modification des horaires de présence sur site

Les tranches horaires de présence sur site pourront être modifiées à la demande de l'acheteur afin de répondre aux évolutions liées à son activité. Le titulaire ne pourra en aucun cas refuser ces modifications, pour répondre à une contrainte de l'exploitation des bâtiments.

9.2.6 - Astreinte

Les interventions de dépannage sont assurées 24h/24, 365 jours par an. En dehors des heures de permanence, ces interventions sont réalisées par l'équipe d'astreinte spécialement formée à cet effet, connaissant parfaitement les immeubles et installations. Les interventions en astreinte consistent à :

- Prendre les mesures conservatoires qui s'avèrent nécessaires,
- Remettre en état de fonctionnement les installations indispensables.

Un rapport d'intervention détaillé est établi par le technicien d'astreinte à chaque fin d'intervention et transmis aux ministères par courriel, au plus tard 2 heures après l'intervention. Le titulaire de chaque lot doit, dès la prise en charge du présent contrat, établir la procédure d'intervention de l'astreinte.

9.2.7 - Délais d'intervention

Le délai d'intervention est le délai compris entre le moment où le titulaire est averti d'une panne et celui où il est sur les lieux pour effectuer le dépannage. Il concerne :

- Le délai de remise en service (ou maximal d'indisponibilité) qui est la durée maximale de l'intervention de dépannage nécessaire pour remettre en service l'installation, à compter du moment où le titulaire de chaque lot est averti de la panne.
- Le délai de remise en état qui s'entend comme celui permettant de retrouver les équipements selon leurs spécifications initiales. Ce délai court à compter du constat établi contradictoirement par l'acheteur et le titulaire, en vue de remettre définitivement en état ces équipements.

Ces délais peuvent être prolongés par les ministères sur proposition du titulaire de chaque lot, en fonction :

- Des délais d'approvisionnement dûment justifiés, pour les matériels ne figurant pas au stock.
- Des manutentions importantes ou des autorisations spéciales, dans le cas où les réparations nécessiteraient des travaux de génie civil.

Le présent Marché fixe des durées et délais contractuels d'intervention à respecter par le titulaire de chaque lot. Le non-respect des délais d'intervention tels que précisés aux articles 6.1.3.2 du CCTP du lot 1 et 7 du CCTP du lot 2 est susceptible d'entraîner l'application des

pénalités prévues à l'article 9.7.3.4 du présent CCAP.

9.2.8 - *Détail des prestations*

Le détail des prestations est mentionné dans le CCTP de chaque lot.

9.2.9 - *Début des prestations et délais d'exécution*

Les débuts de prestations et les délais d'exécution sont précisés dans le CCTP de chaque lot, dans les bons de commande. Le non-respect des délais d'exécution entraîne l'application de pénalités, selon les modalités précisées à l'article 9.8 du présent CCAP.

9.2.10 - *Emission et exécution des bons de commande*

Les prestations s'exécutent par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance du besoin. Les bons de commande sont signés par l'acheteur. Ils sont notifiés au(x) titulaire(s) par courriel.

Ils mentionnent les informations suivantes :

- Leur date d'émission ;
- Leur numéro ;
- La référence (n° d'engagement juridique, dit « EJ Chorus ») et l'objet du marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique (**FAC9450075**) ;
- La signature de la personne habilitée ;
Le lieu d'exécution des prestations ;
- Le délai de livraison ;
La désignation des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire hors taxe ;
- Le montant total hors taxe ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

9.2.11 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations indiquées sur les bons de commande ne dépasse pas le délai de 3 mois calendaires après la fin du marché.

L'acheteur peut encore effectuer, plus de trois mois après ce terme, des opérations de vérification et, le cas échéant, demander au titulaire de procéder à la mise au point d'une prestation ajournée ou à la nouvelle exécution d'une prestation rejetée, selon les délais prévus pour la constatation de l'exécution des prestations.

9.2.12 - Modification ou annulation d'un bon de commande

L'acheteur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier. L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner.

Mais le titulaire a droit au paiement :

- Des prestations exécutées à la demande de l'acheteur, avant la notification de l'annulation ou de la réduction de la commande ;
- D'une indemnité couvrant, le cas échéant, les frais et investissements engagés après la notification d'un bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution.

Il incombe au titulaire d'apporter les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que de l'indemnité pour frais et investissements.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

9.2.13 - Modalités de livraison des pièces détachées

Les pièces détachées et accessoires sont livrés dans les conditions prévues par les bons de commandes et les CCTP de chaque lot. Ces éléments sont livrés sur le site indiqué sur les bons de commande. Les livraisons doivent être accompagnées d'un bulletin de livraison différencié par site, mentionnant :

- La date d'expédition,
- Le lieu d'expédition,
- Le numéro du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- L'identification du titulaire,

- L'identification précise des fournitures commandées et leur quantité,
- La garantie d'un an pour toute fourniture commandée.

Les délais de livraison sont indiqués par l'acheteur sur le bon de commande correspondant. Aucun frais de livraison n'est facturé pour les pièces détachées.

9.2.14 - Modification des prestations en cours d'exécution

Conformément à l'article 23 du CCAG, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service mentionné à l'alinéa précédent fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par l'acheteur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque l'acheteur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné au deuxième alinéa lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter, opposé par le titulaire, n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'acheteur, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

9.3 - Obligations du titulaire

9.3.1 - Obligations générales

9.3.1.1 – Devoir de conseil

Eu égard à la nature des prestations, le titulaire de chaque lot s'engage à conseiller l'Acheteur sur les conditions d'exploitation des installations qui ont, ou peuvent avoir un impact sur l'amélioration de la sécurité, de la maintenance, des économies d'énergie et de la pérennité des installations. Ces conseils circonstanciés seront communiqués en temps opportun à

l'Acheteur et lui seront confirmés par écrit sans délai.

9.3.1.2 – Obligation d'information

Le titulaire signale par écrit, dès qu'il peut les déceler, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du marché et nuisibles à la réalisation de ce dernier, en indiquant les travaux nécessaires à leur prévention et les conséquences que pourrait entraîner la non-intervention de l'acheteur.

9.3.1.3 – Obligations de confidentialité

Le titulaire de chaque lot s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, documents et objets auxquels il aura accès au cours de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans l'autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire de chaque lot s'engage à faire respecter ces obligations par l'ensemble de son personnel ainsi que, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs. À tout moment, l'Acheteur pourra demander audit titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis. La méconnaissance de l'obligation de confidentialité par le titulaire de chaque lot pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire de chaque lot est tenu au respect des clauses de confidentialité de l'article 5 du CCAG/FCS.

9.3.2 - Obligations de moyens et résultat

9.3.2.1 – Obligations générales

Le marché impose au titulaire de chaque lot des obligations de résultat et des obligations de moyen. Les obligations de résultat s'appliquent à l'ensemble des prestations réalisées par le titulaire de chaque lot au cours du marché et prennent en compte l'état général des installations en fin de marché.

Le titulaire de chaque lot garantit les résultats fixés dans les CCTP et annexes relatifs au lot qui le concerne. Il met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de l'établissement qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans les CCTP et annexes, ou tous les documents qui y sont cités, ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire de chaque lot pour satisfaire à ses obligations.

Le respect de ces moyens minimaux ou l'accord de l'Acheteur sur une décision concernant

l'organisation ainsi que les informations et documents fournis par le titulaire de chaque lot ne peuvent dégager pour autant la responsabilité de ce dernier, à l'exception des cas de malveillance.

Le titulaire de chaque lot est enfin tenu de remplacer son personnel pour tout motif d'absence (congrés, absences, formation...). Ce remplacement doit permettre le maintien sur site d'un effectif constant et de qualification équivalente, dans les conditions prévues dans le CCTP de chaque lot.

9.3.2.2 – Définition des objectifs et contraintes de résultat

Les objectifs en matière de résultat consistent :

- À garantir en permanence les performances nominales des installations ;
- À garantir le suivi de la durabilité des équipements (GMAO)
- À garantir l'obtention des résultats de qualité de maintenance et de conduite des installations attendus.

Cette définition des objectifs vaut quelles que soient les entités auxquelles appartiennent les installations.

9.3.3 - Mesures de sécurité

Toute personne intervenant pour le compte du titulaire est soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.3.3.1 – Protection des installations existantes

La mission du titulaire étant de maintenir les ouvrages et installations techniques existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais. Les ministères peuvent, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du titulaire par tous moyens.

Si des dégâts sont occasionnés aux ouvrages et installations techniques par sa faute, le titulaire fait procéder à ses frais à toutes réparations quel qu'en soit l'endroit. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparation. Les travaux ou les interventions supporté(e)s par le titulaire sont exécuté(e)s sous le contrôle d'un représentant des ministères.

9.3.3.2 – Réglementation relative aux IGH et aux ERP

Dans l'exécution de ses prestations, le titulaire de chaque lot doit respecter la réglementation en vigueur concernant les Immeubles de Grande Hauteur (IGH) et les Établissements Recevant du Public (ERP).

9.3.3.2.1 - Hygiène

Le titulaire de chaque lot s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité au travail. Il ne doit procéder à aucune opération de soudage, de

découpage ou d'autre travail à la flamme ou provoquant des étincelles, hors des postes de travail dûment équipés dans les locaux d'entretien, sans avoir requis au préalable une autorisation écrite (permis de feu) du service de sécurité incendie.

9.3.3.2.2 - Sécurité des personnes et des biens

Par la remise d'une offre, le titulaire de chaque lot reconnaît avoir pris connaissance des lieux, des installations, des contraintes et difficultés d'accès, des moyens de prévention intégrés à la construction et éventuellement, du dossier des interventions ultérieures (DIU). En conséquence, la proposition de chaque titulaire tient compte de ces éléments et des moyens individuels complémentaires nécessaires pour effectuer ces interventions.

Le titulaire de chaque lot s'engage à faire connaître au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propres aux immeubles de l'Acheteur et à contrôler fréquemment leur parfaite maîtrise par les intéressés. Il doit informer sans retard l'Acheteur de toute anomalie importante susceptible de causer des détériorations aux installations ou de mettre en cause la sécurité. Ces informations seront confirmées par écrit à l'Acheteur, dans les meilleurs délais.

9.3.3.2.3 - Plan de prévention

Au titre de la législation sur la prévention des risques, notamment le code du travail et le décret n° 92-158 du 20 février 1992, le titulaire de chaque lot doit se mettre en relation avec l'Acheteur pour rédiger avec lui un plan de prévention.

Ce plan est un dossier qui définit toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions à risques d'interférence, non seulement vis-à-vis de l'Acheteur mais également des visiteurs et autres entreprises extérieures.

Ces mesures peuvent notamment concerner les éléments suivants :

- Accès en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers (incendie par exemple) ;
- Manutention, utilisation d'engins divers (transport, manutention, levage, etc.) ;
- Délimitation des zones d'intervention, balisage et signalisation des zones d'interventions, et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations horizontales communes¹ et du public ;
- Utilisation de produits, matières, énergie présentant des risques en matière d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, de pollution ;
- Procédures préalables et pendant consignations, et avant remise en régime normal ;
- Travaux à risques, en hauteur, définition des mesures de protection ;
- Travaux en milieu ou à accès difficile, ou « isolé » (mesures prises pour assurer la

¹ Voir l'article GH23 de l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

protection des personnes et des biens dans les locaux techniques, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants) ;

- Dispositions à prendre pour palier le risque Covid 19 dans un site occupé.

9.3 Responsabilité du titulaire en matière d'accès des personnels aux installations

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail ainsi que du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc.) de ses personnels. L'expression « personnel du titulaire » désigne l'ensemble des personnels relevant de chacun des titulaires au titre du présent marché, qu'il s'agisse de leur personnel ou de celui/ceux de ses/leurs co-traitants et/ou sous-traitants.

Le titulaire veille à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'acheteur, telles que définies par lui. Il est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans ses locaux. Il établit des consignes précises à leur intention. Ces consignes sont communiquées au titulaire avant leur diffusion au personnel concerné.

Le titulaire communique l'identité et la fonction des personnels admis à travailler dans les locaux de l'acheteur. Cette liste doit être tenue à jour et mise en permanence à la disposition de l'acheteur. Celle-ci peut retirer le droit d'accès à ses locaux à tout membre du personnel du titulaire. Dans ce cas, il doit en motiver la raison, puis en demander le remplacement immédiat au titulaire, par mél avec accusés de lecture et de réception.

Le personnel du titulaire doit, dans les locaux de l'acheteur, porter en permanence et de façon très lisible sur ses vêtements de travail, le nom de la société titulaire ainsi que le badge qui lui a été délivré par les ministères, avec sa photo.

9.4 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution, **applicable uniquement au lot 1.**

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)

- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot 1	Nombre d'heures
Maintenance et exploitation multi-techniques	5 heures (cinq) pour chaque tranche de 10 000 (dix mille) euros HT facturée

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article 9.11.4 du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (Yoann Le Guen : Yoann.Le-guen@developpement-durable.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris et valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9.8 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

9.5 Considérations environnementales

Le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause environnementale constitutive d'une condition d'exécution et applicable aux lots 1 et 2.

L'entreprise attributaire devra gérer les déchets liés à l'exécution de ses prestations, conformément aux articles 6.4.2 et 6.4.3 du CCTP du lot 1 ainsi qu'à l'article 13 du CCTP du lot 2.

9.6 Constatation de l'exécution des prestations

9.6.1 Opérations de vérification

Les dispositions du CCAG/FCS sont seules applicables.

Concernant les pièces détachées et accessoires, la signature du bulletin de livraison ne vaut que pour le nombre de colis réceptionnés et ne peut valoir admission des fournitures commandées. Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

L'acheteur dispose, à compter de la date de livraison indiquée sur le bulletin de livraison, d'un délai de quinze jours pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire. Les vérifications seront effectuées dans les locaux de l'acheteur.

9.6.2 Décision après vérification

Les décisions après vérification se déroulent dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/FCS.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

La décision d'admission des fournitures livrées est constatée par la remise au titulaire d'un certificat de conformité.

9.7 Pénalités

9.7.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités vient en déduction de celui de la facture correspondant à la période au cours de laquelle les manquements se sont produits, après notification du décompte au titulaire.

Le titulaire sera informé par courriel de l'application des pénalités qui seront déduites de la redevance mensuelle à venir. La pénalité est applicable dès la première heure ou le lendemain, ou à partir du constat du manquement. Elle est appliquée hors taxes.

9.7.2 *Seuil d'exonération des pénalités*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

9.7.3 *Pénalités liées à l'exécution des prestations*

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes sont applicables.

9.7.3.1 *Maintenance et travaux*

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Maintenance pré-ventive	Assurer le minimum de maintenance selon les prescriptions constructeurs ou GMAO	Non-respect des fréquences de maintenance préventive et non remplacement du matériel.	500,00 € HT par mois concernant les fréquences de maintenance semestrielle et annuelle et 100,00€ HT concernant les fréquences de maintenance hebdomadaire et trimestrielle.

9.7.3.2 Personnel

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Présence de personnel sur site	Assurer la présence du personnel sur site affecté nominativement à la maintenance préventive dans l'organigramme du titulaire	Retard dans les prises de fonction, et mauvais respect des horaires	50,00 € HT par personne et pour chaque journée ou un retard est constaté
		Non-respect des moyens minimum (qualitatif : qualification par exemple)	100,00 € HT par jour et par personne
		Non remplacement sous 2 heures d'un personnel oeuvrant dont l'absence était imprévisible (maladie...)	50,00 € HT par heure de retard
Accompagnement	Accompagner l'organisme de vérification lors des opérations de contrôles réglementaires et d'accompagnement	Absence de représentant du titulaire	300,00 € HT par constat
Réunions	Être présent aux réunions organisées par l'acheteur	Absence du représentant du titulaire ou de son remplaçant ayant les mêmes pouvoirs de décision	150,00 € HT par constat

9.7.3.3 Moyens matériels

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Appareils de mesure et de contrôle	Disposer du matériel minimum prescrit dans le CCTP	Appareil non présent ou porté en permanence sur le site ou par appareil non représenté à chaque demande du Client avec neutralisation de 24h	50 € HT par constat et par jour
Dispositif remis par l'acheteur	Conserver en état tout dispositif nécessaire à l'exécution des prestations : talkie-walkie, clé, badge...	Perte de tout dispositif remis par les ministères	Coût de remplacement de l'élément perdu et, si nécessaire, coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut aller jusqu'au remplacement de toutes les serrures concernées

9.7.3.4 Délais d'intervention et de réparation, disponibilité des ouvrages

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Délai d'intervention	Intervenir selon les délais définis dans le CCTP	Non-respect des délais d'intervention	200,00 € HT par heure de retard
		Non-respect du délai de remise en état.	200,00 € HT par jour
Opérations planifiées de maintenance préventive	Exécuter les opérations de maintenance préventive selon les délais définis au programme de maintenance	Non-respect du planning de maintenance préventive Non-respect des procédures liées aux in-	50,00 € HT par semaine de retard et par tâche

		interventions et à l'utilisation des équipements	Une tâche est définie comme l'ensemble des actions à effectuer sur un équipement unitaire
Indisponibilité totale d'une fonction	Assurer le fonctionnement des fonctions dont le Titulaire à la charge : génie climatique, alimentation électrique, GTC...	Indisponibilité totale d'une fonction	1 000,00 € HT par constat et par heure commencée au-delà du délai contractuel de remise en état
		Fournitures CVC interrompues pendant plus de 3 heures consécutives	100,00 € HT par heure commencée, plafonnée à 400,00 € HT par jour entier
GTC	Assurer la maintenance et la mise à jour de la GTC	Résultat du test d'intégrité de la GTC faisant apparaître plus de 10 points défaillants	200,00 € HT
Pièces détachées	Assurer la disponibilité des pièces détachées	Manque de pièces non justifiées	50,00 € HT par constat

9.7.3.5 Paramètres d'exploitation des installations techniques

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Condition hygrothermique	Assurer les conditions hygrothermiques définies dans le CCTP.	Non-respect des consignes d'hygrométrie et de température définies dans le CCTP.	200,00 € HT pour chaque jour où il est constaté un non-respect des consignes
Qualité de la ventilation et niveau sonore	Assurer la ventilation nécessaire, en limitant les nuisances sonores.	Non-respect des valeurs légales ou définies au marché de construction.	50,00 € HT par jour entier de manquement constaté

Niveaux d'éclairage	Assurer les conditions d'éclairage des locaux.	Non-respect des consignes de niveau d'éclairage définies au marché pendant une période continue de 24 heures.	50,00 € HT par jour entier de manquement constaté
---------------------	--	---	---

9.7.3.6 Consignes

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Tenue de travail	Être vêtu de tenue ou de vêtement de travail conforme et des protections réglementaires lors des interventions.	Non-conformité vestimentaire.	20,00 € HT par constat, dans la limite d'un constat par jour et par intervenant.
Règles d'accessibilité	Communiquer aux ministères, selon les procédures et délais imposés, la liste du personnel intervenant.	Présence de personnel non autorisé.	300,00 € HT par constat.
Hygiène	Assurer la propreté des locaux techniques et de services.	Mauvais état de propreté ou entretien mensuel non réalisé dans les locaux techniques ou de services.	150,00 € HT par constat.
Gestion des déchets	Enlever au fur et à mesure les déchets et détritiques générés par l'activité du titulaire. Traitement des déchets selon les filières adaptées. Respect des consignes propre au site.	Accumulation de déchets en quantité supérieure aux quantités autorisées. Les quantités autorisées correspondent au volume des contenants disposition ou les quantités de déchets autorisées par la réglementation.	300,00 € HT par constat.

		Traitement selon une filière non autorisée.	600,00 € HT par constat.
Interventions non autorisées	Respecter les règles de sécurité et d'hygiène ainsi que les règles internes aux ministères qui ont été communiquées au titulaire (plan de prévention, règlement intérieur, restriction des accès...).	Exécution de travaux dangereux, insalubres ou non autorisés par les ministères, ou mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens.	300 € HT par constat.

9.7.3.7 Documentation

Repère et Thème	Obligations	Manquements	Pénalités
Documentation	Mettre à jour et fournir, selon les délais définis dans le CCTP, les documents exigés dans le CCTP.	Éléments à élaborer après signature du marché : planning de mise à jour de la GMAO et procédures qualité.	90,00 € HT par semaine de retard
	→ Non mise à jour ou non remise de documents dans les délais :	Plan d'hygiène et sécurité.	90,00 € HT par semaine de retard
		Documents d'intervention : comptes-rendus (compte-rendu d'intervention, comptes-rendus permanents, comptes-rendus spécifiques) et rapports complémentaires (contrôle de température...).	15,00 € HT par jour de retard et par document
		Registre de sécurité	30,00 € HT par semaine de retard

	Liste prévisionnelle de l'effectif présent la semaine suivante	30,00 € HT par jour de retard
	Calendrier trimestriel de maintenance préventive	150,00 € HT par semaine de retard
	Plan Assurance Qualité	30,00 € HT par semaine de retard
	Rapport de tests de points GTB	90,00 € HT par semaine de retard
	Rapport mensuel d'activité (complet)	30,00 € HT par jour de retard
	Rapport annuel d'activité (complet)	150,00 € HT par semaine de retard
	Non restitution des documents du client en fin de contrat	5 % du prix global et forfaitaire annuel du contrat total

9.7.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **100 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

9.8 Régime financier

9.8.1 Prix

Le marché comprend des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans les annexes financières aux actes d'engagement de chaque lot. Pour les éventuelles interventions à exécuter et définies à l'article relatif aux prestations non comprises dans le forfait des CCTP de chaque lot :

- les pièces peuvent être incluses au forfait, fournies par le titulaire de chaque lot dans le cadre des annexes financières, fournies par l'acheteur, ou encore fournies par le titulaire sur prix nouveaux au moment de l'établissement du devis.

Le prix forfaitaire des prestations de maintenance comprend l'ensemble des coûts afférents à la prestation. Le titulaire ne peut soumettre un quelconque prix annexe à l'acheteur. Il est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres affectant la prestation. Dès lors, les prix présentés dans les annexes financières sont établis en tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Intervention au sein d'un site urbain occupé ;
- Horaires décalés.

Les pièces détachées et accessoires fournis et concernés par ces prix s'entendent emballés et livrés à l'adresse indiquée sur les bons de commande.

Le paiement des pièces détachées se fait dans les conditions alternatives suivantes :

- Soit les pièces et main d'œuvre sont compris dans les forfaits de maintenance ;
- Soit :
 - La main-d'œuvre comprise dans le forfait,
 - Et les pièces sont fournies par le titulaire dans le cadre du BPU, ou fournies par le MOA, c'est-à-dire l'acheteur, ou encore par le titulaire sur prix nouveaux.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de l'établissement de la facturation.

Les prestations sont rémunérées par l'application des annexes financières complétées et résultant de l'offre du titulaire.

9.8.2 Révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de la notification du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations, suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques existantes au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres, appelé "mois zéro" (M_0).

9.8.2.1 – Choix des indes de référence

Pour la main d'oeuvre, l'indice de référence est le suivant : L'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés-industrie mécaniques et électriques (ICHTrev-TS-IME) référencé 001565183

Il est publié et consultable sur le site internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

Pour les pièces, l'identifiant de l'indice IPC correspondant à l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Variations mensuelles - Ensemble des ménages - France - Autres produits Manufacturés référencé 001768627.

Il est publié et consultable sur le site internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001768627>

9.8.2.2 – Modalités de révision des prix concernant le forfait maintenance

La formule utilisée est la suivante :

$$P = 0,7 \times (Po \times (0,125 + 0,875 \times (ICHTrev-TS / ICHTrev-Tso))) + 0,3 \times (Po (0,125 + 0,875 \times (IPC / IPCo)))$$

P = prix révisé

Po = prix initial au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres (Mois M₀)

ICHTrev-TS = dernier indice connu au Mois – M-3 à la date de révision du marché

ICHTrev-TSo= indice connu au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres (Mois M₀)

IPC = dernier indice connu au Mois – M à la date de révision du marché

IPCo = indice connu au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres (Mois M₀)

9.8.2.3 – Modalités de révision des prix concernant les pièces détachées

La formule utilisée est la suivante :

$$P = Po (0,125 + 0,875 \times (IPC / IPCo))$$

P = prix révisé

Po = prix initial au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres (Mois M₀)

IPC = dernier indice connu au Mois – M à la date de révision du marché

IPCo = indice connu au mois au cours duquel a été fixée la date de remise des offres (Mois M₀)

Les calculs finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs,

l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la deuxième décimale est inchangée ;

si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Le Titulaire adresse, par courrier électronique, au représentant du pouvoir adjudicateur, 2 mois avant la fin de la période en cours, une nouvelle annexe financière avec des prix révisés. Le RPA valide ou apporte les corrections éventuelles. Les prix ainsi révisés sont fermes pour la nouvelle période d'exécution du marché.

Le RPA peut prendre l'initiative de la révision.

La formule de révision de prix peut être modifiée dans certains cas, notamment en cas de disparition d'un indice ou d'un index.

9.8.3 *Règlement du prix des pièces nouvelles ou des prestations nouvelles*

9.8.3.1 – *Notion de « prix nouveau »*

Le règlement du prix des pièces nouvelles ou des prestations nouvelles fait intervenir la notion de « prix nouveau », qui s'entend du prix de pièces nouvelles ou de prestations nouvelles résultant d'un besoin d'achat de fournitures ou de travaux hors BPU. Il se traduit dans le BPU par la création d'une nouvelle ligne.

Le prix des pièces nouvelles résulte du prix d'achat de la pièce, remises comprises, majoré du coefficient prévu dans l'annexe de l'acte d'engagement.

Pour les prestations sous-traitées, le titulaire justifie du recours à la sous-traitance auprès de l'administration.

Les prix nouveaux liés résultent de l'application du coefficient prévu en annexe de l'acte d'engagement sur le prix mieux disant, le titulaire devant, au-delà de 40K€ HT, effectuer une mise en concurrence avec la présentation à minima de trois devis (si possible) et expliquer le choix mieux disant.

Les prix à usage unique sont indiqués comme non révisables.

Les prix nouveaux réutilisables sont ramenés en valeur m0 dans l'OS de notification et sont ensuite révisables.

9.8.3.2 – *Obligation de mise à jour du BPU à la charge du titulaire*

Le titulaire a l'obligation de mettre à jour le BPU, pendant toute la durée de validité du présent marché.

9.8.3.3 – Règlement du prix des pièces et prestations nouvelles

Des pièces nouvelles ou, des prestations nouvelles, que ces dernières soient supplémentaires ou modificatives, pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix mais dont l'acquisition, pour les premières ou, la réalisation, pour les secondes, est nécessaire à la bonne exécution des prestations, pourront être ajoutées en cours d'exécution du présent contrat par leur intégration dans un bon de commande.

Elles seront notifiées par ordre de service en prix provisoire. Les prix nouveaux résultant de ces pièces nouvelles ou prestations nouvelles peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ces derniers sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par l'acheteur, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu.

9.8.4 Répartition des paiements

9.8.5.1 – Avances

En application de l'article R2191-17 du CCP, une avance est accordée en une seule fois sur la base du montant minimum.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans la rubrique relative à l'avance de l'acte d'engagement.

En l'absence d'indication, l'avance est considérée comme acceptée.

En application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique :

- Le montant de l'avance est fixé à 10 % ;
- Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance :

- s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde ;
- doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC du marché.

9.8.5 Modalités de paiement - acomptes

Les prestations à payer sont définies et finalisées lors du procès-verbal de réception.

Le titulaire présente :

- Pour les prestations annuelles de maintenance, une facture sous la forme d'un état d'acompte établie tous les trimestres ;
- Pour les prestations supplémentaires ou modificatives, une facture sur PV de réception.

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait par l'Acheteur. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

9.8.6 Délai global de paiement

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R. 2191-12 et suivants du code de la commande publique.

9.8.7 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.9 Modalités financières

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

9.9.1 - Décomptes et acomptes trimestriels

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation

du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

9.9.2 Facturation

Le terme « facture » désigne, dans le présent marché, « le projet de décompte ».

Outre leurs mentions obligatoires², les factures indiquent également les informations suivantes :

- Le numéro EJ Chorus) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Le code exécutant : **FAC9450075**,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- Le numéro et la date de la facture,
- L'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Sans les mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par courriel et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

9.9.3 Envoi des factures dématérialisées

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée, depuis le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet notamment d'accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de dématérialisation des factures.

Les demandes de paiement dématérialisées doivent également préciser, en plus des mentions énumérées à l'article 9.2 du présent CCAP, le numéro EJ Chorus de référence et le code service exécutant (**FAC9450075**). En l'absence de ces deux derniers éléments, la facture pourra être rejetée par l'acheteur. L'obligation de mentionner ces deux éléments s'applique tant aux titulaires qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

Le n° d'EJ est communiqué par l'acheteur au moment de la notification du marché ou est inclus

² Pour plus d'informations, aller sur : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/facture-mentions-obligatoires>

dans les bons de commande au fur et à mesure de leur édition.

Lors du dépôt d'une facture dématérialisée sur Chorus, une copie de chaque facture et/ou d'un récépissé de dépôt est transmise par courriel à l'adresse « yoann.le-guen@developpement-durable.gouv.fr ».

9.9.4 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées dans les conditions prévues par l'article 9.10.4 du présent CCAP, est payé directement par l'acheteur, pour la part du marché dont il assure l'exécution. Le paiement des sous-traitants en paiement direct est effectué sur la base des pièces justificatives prévues par le contrat de sous-traitance. Les paiements ne peuvent intervenir qu'après constatation du service fait par l'Acheteur. Les règles applicables à la facturation sont identiques à celles applicables au titulaire et mentionnées aux articles 9.2 et 9.3 du présent CCAP.

Enfin, les paiements ne peuvent intervenir qu'après validation par le titulaire de chaque lot de la facture sur laquelle apparaît la mention : « Bon pour accord - Paiement direct ».

9.9.5 Monnaie et taux de TVA

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.10 - Dispositions diverses

9.10.1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où ce dernier ne pourrait remplir cette obligation, il devrait alors fournir, à sa charge, son document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

9.10.2 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite et le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celle-ci.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du client, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, la demande de sous-traitance effectuée concomitamment au dossier d'offre doit contenir obligatoirement :

- La nature des Prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie ;
- La déclaration du candidat assortie de ses attestations sociales, fiscales et d'assurance, annexe à l'Acte d'engagement si le sous-traitant est présenté avant la notification du marché ou d'un acte spécial de sous-traitance si le sous-traitant est présenté après la notification du marché;
- Une déclaration attestant que le(s) sous-traitant (s) n'est (ne sont) pas placé(s) dans un cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du Titre IV du code de la commande publique.

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance est présentée après la conclusion du marché, celle-ci doit contenir :

- L'ensemble des éléments susmentionnés ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'exécution du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le client doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le client est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à le client lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le client.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du client, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son acceptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le Titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au client (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le client doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du client gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Les modalités de facturation des prestations sous traitées sont précisées aux articles R. 2193-10 à 12 et R. 2193-14 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

9.10.3 Garanties

9.10.3.1 – Garanties légales

Les commandes de pièces détachées et accessoires figurant aux annexes des actes d'engagement de chaque lot font l'objet d'une garantie d'un an ou de la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de réception de ces fournitures par l'acheteur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG/FCS, lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci exigera un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée sera à convenir avec l'acheteur.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

9.10.3.2 – Autres garanties

Les carnets de maintenance mentionnent la date de mise en service du matériel.

Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie mentionné à l'article 11.2.1 du présent CCAP, la seconde réparation ne donne pas lieu à facturation.

Le titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours du marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il peut être amené à émettre ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

Pendant la garantie légale des installations dues par les constructeurs et les entreprises signataires des marchés de travaux, le titulaire s'engage à apporter sans réserve à l'Acheteur toute aide nécessaire pour l'exercice de recours en garantie qu'elle pourrait être amenée à faire auprès d'eux.

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie est mentionnée comme telle sur les carnets de maintenance, avec la période d'effet de la garantie.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.10.4 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

9.10.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre à l'acheteur, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation d'assurance couvrant les mêmes risques. A défaut de production de cette attestation, le marché peut être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS et, il sera alors fait application de l'article 44 du même CCAG, aux frais du titulaire.

Les sous-traitants doivent remettre les mêmes documents que le titulaire.

9.10.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'engage à introduire dans les contrats conclus avec les tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions imposées par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 précités.

S'il est domicilié à l'étranger et qu'il détache ses salariés sur le territoire français pour l'exécution du présent marché, les documents qu'il doit mettre à disposition sont ceux demandés par l'article D. 8254-2 du même code.

Qu'il soit domicilié en France ou à l'étranger, le titulaire doit transmettre ces documents à sur le site **e-attestations.com**

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L. 2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français.

9.11.6.1 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre ces les cas de résiliation prévus par les dispositions précitées, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement d'insertion et/ou à la clause environnementale.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article

42 du CCAG/FCS, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation correspondant à 5% du montant minimum du marché diminué du montant des prestations admises.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, l'acheteur peut résilier ce dernier sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Dans tous les cas, les articles R. 2191-30 et R. 2191-31 du code la commande publique s'appliquent.

9.11.6.2 – Poursuite des activités

9.11.6.2.1 – Service minimum

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu de prendre les mesures indispensables afin d'assurer la continuité du service. Il est seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail. La grève du personnel du titulaire ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant son indemnisation par l'Acheteur. En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer cette continuité, l'Acheteur y pourvoit par tous moyens qu'elle juge utiles, aux frais et risques du titulaire, notamment en faisant appel à une autre société pour exécuter les prestations prévues par le présent marché.

9.11.6.2.2. – Pandémie, grève des transports, crue

Le titulaire de chaque lot s'engage à poursuivre ses activités au profit des ministères, en toute situation, conformément au Plan de Continuité des Activités (PCA) et au Plan de Reprise d'Activités (PRA) qu'il élabore et remet à l'Acheteur pour co-signature, dans les trois mois suivant la notification du marché, ou en cours de marché si la situation l'exige. Le non-respect de ce délai et/ou de ces plans est susceptible d'être pénalisé dans les conditions fixées à l'article 10.2.4 du présent CCAP. Le titulaire de chaque lot est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

9.10.7 Différends

L'apparition du différend résulte de l'un des cas mentionnés à l'article 46.1 du CCAG/FCS.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG/FCS, tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Conformément à l'article 46.3 du CCAG/FCS, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure ci-dessus décrite et au présent article, ils privilégient le recours au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

9.10.8 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

10 Dérogation aux documents généraux

Les articles du CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/FCS correspondants.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
7	4.1
7	4.2.1
9.7.2	14.1.3
9.7.3	14
9.10.3.1	33.1
9.10.3.1	33.2
9.10.7	46.4